

Entre guillemets

Jean-Pierre Sueur : retour sur la fin d'une époque

Le maire
d'Orléans,
ancien secrétaire
d'Etat aux
Collectivités
locales, apporte
son témoignage
sur les trois
derniers
gouvernements
socialistes, dirigés
par Michel
Rocard, Edith
Cresson et
Pierre Bérégovoy.
Une interview
recueillie par
Denis Léger.



par
Denis LEGER

Entre
guillemets

- Michel Rocard a mal pris son « débarquement »
- Pierre Bérégovoy a mal pris son « phénomène de lynchage »
- Que François Mitterrand se soit désigné

LE 15 mai 1991, François Mitterrand rend sa sentence : « Vous me donnez votre démission après le Conseil des ministres ». Michel Rocard n'est pas vraiment surpris. Il s'y attend. Ainsi s'achève l'ère rocardienne.

Ce même 15 mai, Edith Cresson est nommée Premier ministre. Elle s'y attend aussi. Depuis le 20 février 1991. Ce jour-là, le président de la République la convoque à l'Élysée : « Edith, j'ai pensé à vous ».

Le 1^{er} avril 1992, dix mois et demi après l'avènement de la première femme Premier ministre, le verdict tombe. Elle doit s'en aller : lâchée par François Mitterrand, lapidée par ses amis du PS, lynchée par la presse et défigurée par le Bébête Show.

Le 2 avril 1992, le chef de l'État fait appel à Pierre Bérégovoy. Le ministre de l'Économie et des Finances n'attend que ça. Depuis le départ de Pierre Mauroy.

Le 8, il prononce son discours de politique générale devant le Parlement. Il entend moraliser les mœurs politiques.

Un an plus tard, le 2 février 1993, à 9 heures, le téléphone sonne dans son bureau. En ligne, Hervé Martin, l'auteur, avec Louis-Marie Horeau, d'un article à paraître le lendemain dans « Le Canard Enchaîné » sur le prêt d'un million de francs sans intérêts que Roger-Patrice Palat (l'ami du Président) a consenti à Pierre Bérégovoy. Le couperet est tombé. Il attend.

Le 1^{er} mai 1993, l'ex-Premier ministre se suicide à Nevers. La France est tétonisée. Le Parti socialiste a vécu. Edouard Balladur est à Matignon. Il s'apprête à rendre public le rapport Raynaud sur l'état du pays.

Trois ouvrages, « Edith Cresson, la femme piégée », « La fin d'une époque » et « Les liaisons dangereuses de Pierre Bérégovoy » (parmi les meilleures ventes en librairie depuis plusieurs semaines), retracent ces années difficiles pour le Parti socialiste — peu glorieuses pour les uns, injustes envers leurs principaux acteurs pour les autres — du deuxième septennat de François Mitterrand.

Une période qu'a vécue intensément Jean-Pierre Sueur, le maire d'Orléans. De l'extérieur, tout d'abord : député, proche de Michel Rocard. De l'intérieur, enfin : secrétaire d'État aux Collectivités locales des gouvernements Cresson et Bérégovoy...

Aujourd'hui, Jean-Pierre Sueur témoigne.

Jean-Pierre Sueur

Le pouvoir et la politique

La République du Centre. — Avez-vous hésité avant d'accepter le portefeuille de secrétaire d'État aux Collectivités locales du gouvernement Cresson, sachant, entre autres, que la « chasse aux rocardiens » était ouverte ?

Jean-Pierre Sueur. — Non, je n'ai pas hésité. Je l'ai accepté dès qu'il m'a été proposé. En fait, cela s'est passé d'une façon assez originale. J'étais à un déjeuner de maires de grandes villes organisé par Michel Delebarre. Il y avait là plusieurs membres du gouvernement Rocard. Et on savait que le gouvernement Cresson était entrain de se former. Chacun avait donc laissé ses coordonnées et l'atmosphère était pour le moins particulière... Le téléphone a sonné et le premier que l'on est venu chercher, c'était moi ! Voilà pour l'anecdote.



TÉLÉVISION : UNE SORTE DE HAINE

J'ai accepté parce que la tâche qui m'était proposée m'intéressait, et tout particulièrement la mise en œuvre concrète de la décentralisation. J'ai travaillé au sein de ce gouvernement comme du suivant dans un bon climat.

Je connais bien Michel Rocard et je savais son insatisfaction de ne pouvoir continuer son travail,

mais il n'était pas dans son idée de traduire cela par un boycott. Cela n'était pas son état d'esprit, ni le mien.

R.C. — On dit volontiers qu'Edith Cresson a commis de multiples maladresses. Mais, n'est-ce pas plutôt l'acharnement de la presse et la misogynie de la classe politique en général, qui ont précipité sa chute ?

J.-P. S. — J'ai beaucoup d'estime pour Edith Cresson et une grande loyauté à son égard puisque j'ai fait partie de son gouvernement. Elle a commis des maladresses ! Sans doute ! Mais si tous les hommes qui ont commis des maladresses dans la vie politique étaient éliminés... il n'y aurait plus personne ! Je crois qu'il y a eu à son égard un phénomène de lynchage. Il y a une réelle misogynie, consciente ou inconsciente, dans ce pays et on lui a reproché son style, qui ne s'encombrait pas d'excès diplomatiques.

Il est trop facile de dire « c'est la presse ». Je crois qu'il y a en France un système politico-médiatique relativement cohérent mais qui soit être dur avec ceux qui n'y appartiennent pas. Je crois, d'autre part, qu'il y a eu dans certaines émissions télévisées, que chacun connaît, une sorte de haine, un peu gratuite, un peu cynique, que je distingue bien de l'humour et de la dérision qui sont dans notre pays une solide tradition. Il est difficile de résister à de telles pressions sans un certain nombre de réseaux.

RETOUR
SUR LA
D'UNE É

Edith Cresson en avait dans le monde industriel, mais relativement peu dans le milieu politique. Quoi qu'il en soit, il s'est passé plus de choses dans ses dix mois et demi que durant d'autres périodes similaires.



BÉRÉGOVOY : « JE N'AI RIEN À CACHER »

R.C. — Au sein du PS, on le surnommait « Le Petit Chose ». François Mitterrand aurait fait appel à lui « faute de mieux ». L'isolement de Pierre Bérégovoy n'a-t-il pas commencé bien avant son départ de Matignon ?

J.-P. S. — Pierre Bérégovoy était quelqu'un de très solide. Il était profondément militant et il avait su garder des rapports de grande simplicité avec les uns et les autres... Il n'était donc pas seul. Il ne faisait pas partie de l'intelligentsia du milieu parisien, c'est vrai ! Mais pour moi, le fait qu'il ait pu devenir ministre des Finances, puis Premier ministre, c'est important et vraiment conforme à l'idée que je me fais d'un itinéraire républicain.

R.C. — Pierre Bérégovoy vous a-t-il confié son désarroi quand l'affaire du prêt de Roger-Patrice Palat a éclaté ?

J.-P. S. — Oui bien sûr. Je me souviendrai toujours de ce soir de



quement », c'est sûr ! ● Avec Edith Cresson, il y a eu un joyoy ne faisait pas partie de l'intelligentsia parisienne téressé de Pierre Bérégovoy, c'est une affirmation gratuite !

OUR A FIN POQUE que

février où il était en meeting à Orléans. Il a su tenir bon devant un public d'agriculteurs qui, une heure durant, cherchait à l'empêcher de parler. Permettez-moi à ce sujet de vous dire ceci : imaginez que Pierre Bérégovoy ait signé le même accord sur le GATT que celui qui a été signé par Edouard Balladur, eh bien, je suis sûr que le lendemain il y aurait eu des manifestations devant toutes les préfectures de France, criant à la trahison. Je demande à chacun de bien réfléchir à ces choses.

Après la réunion, nous nous sommes retrouvés pendant près de deux heures dans mon bureau de la mairie. Au cours de la conversation revenait toujours cette histoire de prêt. Il en parlait beaucoup. Étant conscient que cela portait préjudice, s'excusant presque et disant : « Mais c'est vraiment absurde, je n'ai rien à me reprocher et ce prêt je l'ai déclaré devant notaire. Donc je n'ai rien voulu cacher. »

Je ne suis pas d'accord avec la présentation de Pierre Bérégovoy que fait Charles Villeneuve dans son livre. Il donne l'impression que Pierre Bérégovoy était le jouet des événements, la victime de ses relations. Or, cela ne correspond vraiment pas à l'image que je garde de lui.

Il est vrai qu'il a pu se sentir seul, refuser que son image soit ternie par un certain nombre d'affaires... Mais qu'est-ce que cela pèse par rapport à toute une vie de militantisme et, surtout, Pierre Bérégovoy a su jusqu'à



Jean-Pierre Sueur à propos d'Edith Cresson :
« Il y a eu dans certaines émissions télévisées, que chacun connaît, une sorte de haine, un peu gratuite, un peu cynique... »



cette fin tragique, par lui programmée, et dont il faut respecter la part de mystère, rester maître de lui.



**MICHEL ROCARD :
RÉFORMISME
MODERNE**

R.C. — François Mitterrand a congédié Michel Rocard sans aucun préavis, même si ce dernier s'attendait à être « débarqué » d'un moment à l'autre. Il n'a pas su dire à Edith Cresson qu'elle faisait fausse route. Il se serait, selon plusieurs témoignages, complètement désintéressé de l'état de santé morale de Pierre Bérégovoy après la défaite du Parti socialiste. Quel regard portez-vous aujourd'hui sur les rapports entre le président de la République et ses trois derniers Premiers ministres ?

J.-P. S. — Il me semble qu'on survécut la psychologie dans la politique. Il fut un temps où l'on ne parlait que de rapports de force, d'analyses de la société, de

déterminismes économiques. On a tendance, depuis une période récente, à tout réduire à la psychologie, à des relations interpersonnelles. C'est excessif. François Mitterrand a fait appel à Michel Rocard à un moment où celui-ci était en situation d'être Premier ministre. Michel Rocard a incarné à Matignon un réformisme moderne dans lequel beaucoup de Français se sont reconnus.

Michel Rocard a mal pris son « débarquement », c'est sûr. Mais le chef de l'État voyait les choses autrement, par rapport au rythme du septennat. Je pense qu'il ne lui paraissait pas souhaitable que le même Premier ministre restât en place toute une législature.

En nommant Edith Cresson, il a voulu créer une sorte d'électrochoc. Cela n'a pas été le cas. Pierre Bérégovoy a été nommé trop tardivement pour pouvoir donner sa pleine mesure. Mais c'était un homme de devoir et il a vraiment donné tout ce qu'il a pu. Que François Mitterrand se soit complètement désintéressé de Pierre Bérégovoy, après l'échec de mars dernier, c'est une affirmation gratuite. Gilbert Bérégovoy, elle-même, affirme le contraire. Et elle est bien placée pour connaître la vérité.

■ POUR EN SAVOIR PLUS

● **JEAN-PIERRE SUEUR, L'ITINÉRAIRE D'UN MILITANT**

1967. — Secrétaire national de la Jeunesse étudiante chrétienne. Adhère au PSU.
1974. — Adhère au Parti socialiste. Il devient secrétaire, puis premier secrétaire de la fédération PS du Loiret.
1981. — Elu député du Loiret (1^{re} circonscription). Conseiller régional.
1983. — Elu conseiller municipal d'Orléans.

1986. — Réélu député du Loiret.
1988. — Réélu député dans la 1^{re} circonscription.
1989. — Elu maire d'Orléans.
1991. — Nommé secrétaire d'État aux Collectivités locales du gouvernement Cresson.
1992. — Reconnu dans ses fonctions de secrétaire d'État aux Collectivités locales du gouvernement Bérégovoy.

1993. — Il quitte le gouvernement. Perd sa place de député du Loiret.

● **A LIRE.** « La fin d'une époque », de Franz-Olivier Giesbert, chez Fayard-Seuil. « Edith Cresson, la femme pléiée », d'Elisabeth Schemio, chez Flammarion. « Les liaisons dangereuses de Pierre Bérégovoy : enquête sur la mort d'un Premier ministre », de Charles Villeneuve, chez Plon.

« Imaginez que Pierre Bérégovoy ait signé le même accord sur le GATT que celui signé par Balladur, le lendemain il y aurait eu des manifestations agricoles devant toutes les préfectures, criant à la trahison. »

